



EXTRAIT

Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de PUTEAUX

Séance du **10 AVRIL 2025** sur convocation adressée aux
Conseillers le 4 avril 2025

AFFECTATION DU RÉSULTAT CONSTATÉ AU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **dix avril à neuf heures et trente minutes**, les membres composant le Conseil Municipal de PUTEAUX, convoqués en application des articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et individuellement par lettre d'invitation, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence du Maire, **Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme AMSELLEM a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Présents – Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, M. Vincent FRANCHI, Mme Anne-Marie AMSELLEM, M. Jean-Marie BALLEST, Mme Isabelle GIRARD, M. Franck CAVAYE, Mme Raymonde MADRID, M. Pascal CAUMONT, Mme Marie-Cécile MENARD, M. Robert BERNASCONI, Mme Ronit KAROTCHI, M. Christian GUILLEROT, Mme Martine TROPENAT, Mme Malika COUDER, Mme Pariza MESSAOUDENE, M. Thierry STURBOIS, M. Eric MALEVERGNE, M. Alexandre ROUSSET, Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Sébastien BOUCHINDHOMME, M. Danny GOUIN, M. Vincent METIVIER, Mme Nathalie FERNANDES, M. AlexisCHANTELOUP, M. Serge KOB, M. Emmanuel CANTO, Mme Anne BRUMENT, M. Christophe HAUTBOURG, Mme Bouchra SIRSALANE, M. Brice LOE MIE, Mme Belma BOJIC, M. Francis POEZEVARA

Ont donné mandat – M. Jean-Michel MARCHIONI à Mme Ronit KAROTCHI, M. Moussa GHANEM à M. Christian GUILLEROT, Mme Dominique RENOUF à Mme Marie-Cécile MENARD, Mme Sophie ANDRE à M. Robert BERNASCONI, Mme Isabelle CAZENAVE à M. Vincent METIVIER, Mme Marion LAMBERTI à M. Pascal CAUMONT, Mme Géraldine HERMANN à Mme Pariza MESSAOUDENE, Mme Najat ZERHOUNI à Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Edouard LOTTEAU à M. Sébastien BOUCHINDHOMME, Mme Olivia SZATKOWSKI à M. AlexisCHANTELOUP

Excusé – M. Bernard GAHNASSIA

lesquels forment la majorité des membres du Conseil Municipal en exercice. Le quorum étant atteint, le Conseil peut délibérer valablement en application de l'article L.2121-17 du Code précité.

**AFFECTATION DU RÉSULTAT CONSTATÉ AU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU
BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF**

L'excédent de clôture de la section d'investissement pour l'exercice 2024 est de 20 620,05 €.

Le résultat cumulé de clôture 2024 incluant le déficit reporté de 22 064,34 € de la section d'investissement est déficitaire pour un montant de -1 444,49 €.

Il s'en suit qu'il y a lieu d'affecter en 2025 une partie du résultat cumulé de la section de fonctionnement 2024 pour un montant de 1 444,49 €

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement pour l'exercice 2024 est de 42 877,01 €. En incluant le résultat cumulé de fonctionnement celui-ci est de 130 165,56 €.

Aucun report de fonctionnement ni d'investissement n'est constaté sur l'exercice 2024.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'inscrire, en dépenses d'investissement, au chapitre 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » le montant de – 1444,29 €.
- d'affecter l'excédent du résultat de clôture cumulé de la section de fonctionnement du Budget Annexe du restaurant administratif de l'exercice 2024 d'un montant de 130 165,56 €, comme suit :
 - en section d'investissement à l'article 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » pour un montant de 1 444,29 € ;
 - en section de fonctionnement au chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » pour un montant de 128 724,27 €.

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les instructions comptables et budgétaires M14 et M57 ;

Vu la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14 et notamment l'ordonnance n° 2006-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales ;

Vu le compte de gestion du Budget Annexe relatif au restaurant administratif 2024 ;

Vu le compte administratif du Budget Annexe relatif au restaurant administratif 2024 ;

Considérant que les résultats 2024 à intégrer au Budget Primitif 2025 du Budget Annexe du restaurant administratif sont retracés dans les éléments ci-après ;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE :

Article 1 : Affecte à l'article 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » de la section d'investissement du Budget Annexe du restaurant administratif 2025, l'excédent de fonctionnement constaté à la clôture 2024 pour un montant de 1 444,29 € ;

Article 2 : Inscrit en recettes du chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté », du Budget Primitif annexe du restaurant administratif 2025, l'excédent de fonctionnement constaté à la clôture 2024 pour un montant de 128 724,27 € ;

Article 3 : Inscrit en dépenses du chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Primitif annexe du restaurant administratif 2025, le déficit d'investissement constaté à la clôture 2024 pour un montant de – 1 444,29 €.

Le 18/04/2025

Pour le Maire et par délégation
Le 2^{ème} Adjoint au Maire



MAIRIE DE PUTEAUX
HAUTS-DE-SEINE

Anne-Marie AMSELLEM

Le 17/04/2025

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



MAIRIE DE PUTEAUX
HAUTS-DE-SEINE

Maire de Puteaux
Vice-président du territoire
Paris Ouest La Défense

**Délibération adoptée,
par :**

40 **Voix pour**
0 **Voix contre**
2 **Abstention(s)**
0 **NPPV**

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives, ce document a été visé et signé numériquement.